

10 mai 2011

Sondage exclusif IFOP / Planète PME / Ordre des Experts-Comptables pour la CGPME

N° 19456

Contact :

François Kraus

francois.kraus@ifop.com

« Lever les freins au développement des PME »

La fiscalité, le financement et les nouveaux marchés

9^{ème} édition de Planète PME

ifop

pour



Connection creates value

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

- Etude réalisée pour : **Planète PME** en partenariat avec :
- la **CGPME**
 - l'**Ordre des Experts-Comptables**
- Echantillon : Echantillon de **401** dirigeants d'entreprises, représentatif des entreprises françaises de 1 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (taille et secteur d'activité) après stratification par région.
- L'échantillon a été raisonné en termes de secteur d'activité et de taille d'entreprise. Les résultats tiennent compte du poids réel de chaque secteur et taille d'entreprise.
- Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées.
- Dates de terrain : Du 21 au 28 avril 2011

1 |

Questions d'actualité

A

|

**La réaction à l'annonce de Nicolas
Sarkozy**

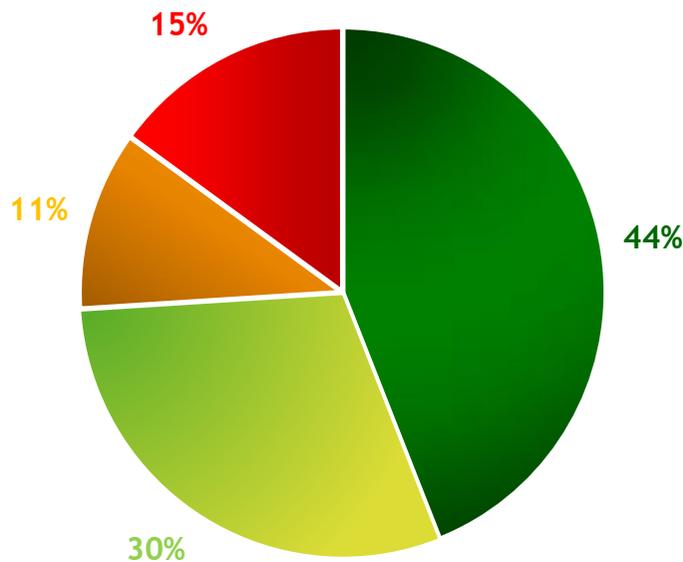
Question : Nicolas Sarkozy a annoncé que les entreprises de moins de 50 salariés auront désormais la possibilité si elles le souhaitent de verser une prime à leurs salariés, sachant que cette prime serait pour partie exonérée de charges. En tant que chef d'entreprise, seriez-vous susceptible d'utiliser ce dispositif pour verser une prime à vos salariés ?

Base : 250 chefs d'entreprise de 1 à 49 salariés

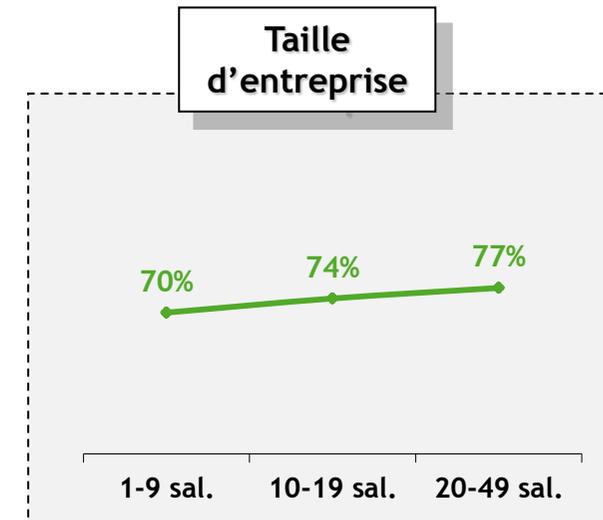
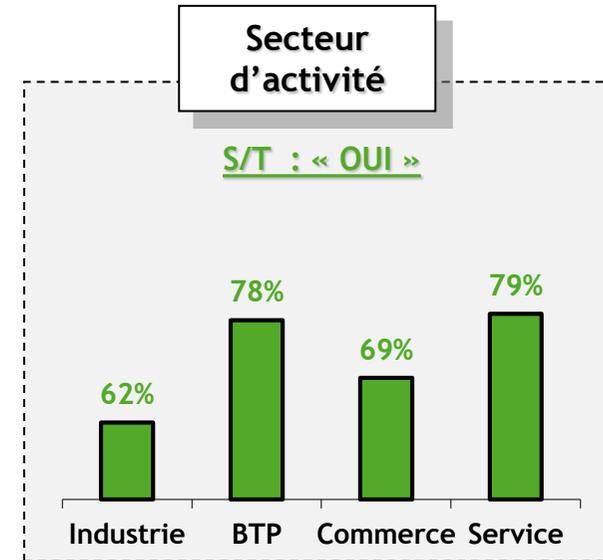
ENTREPRISES de 1 à 49 salariés

S/T
« NON »
26%

S/T
« OUI »
74%



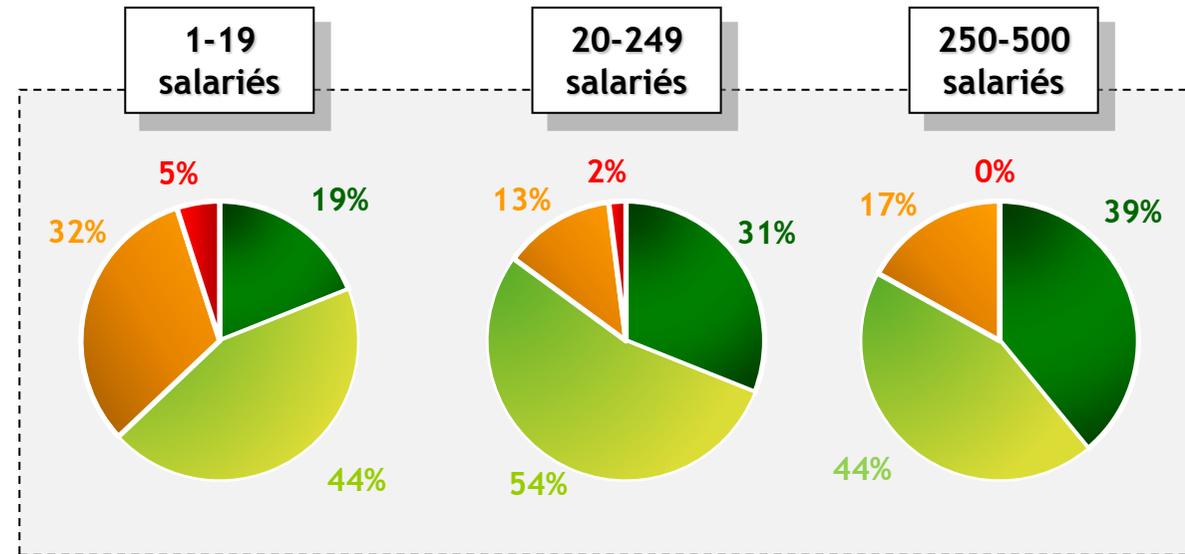
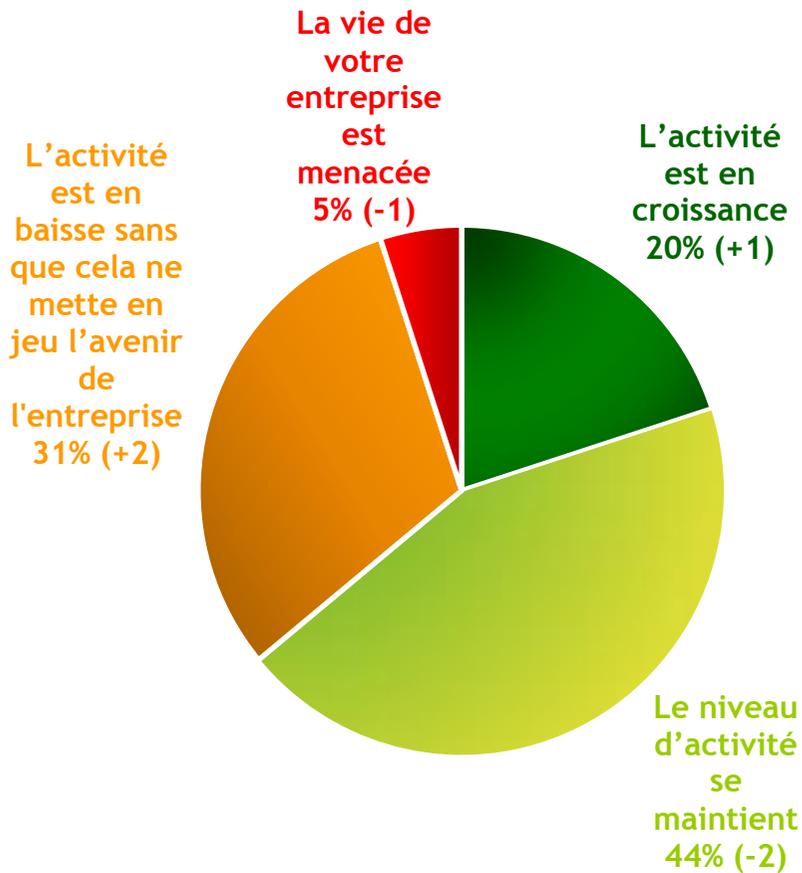
■ Certainement
 ■ Probablement
 ■ Probablement pas
 ■ Certainement pas



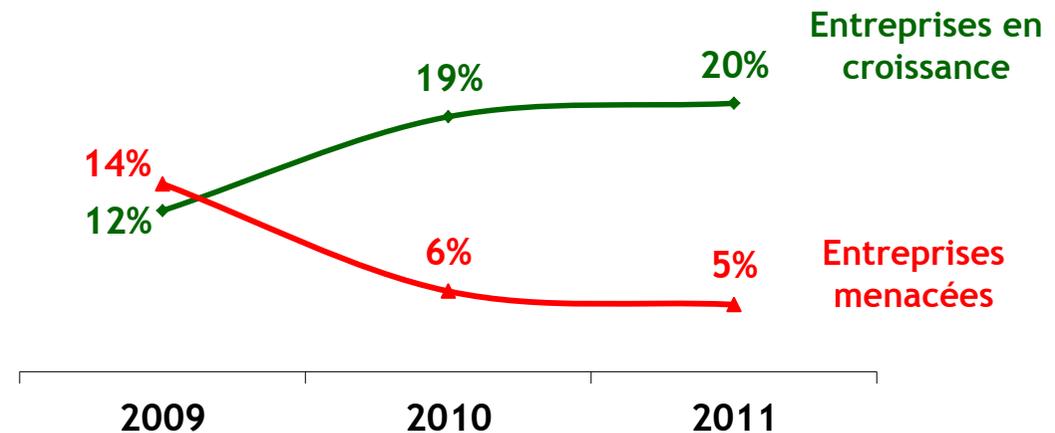
B | La situation des entreprises aujourd'hui

Question : Dans le contexte actuel, laquelle des situations suivantes se rapproche le plus de la vôtre ?

ENSEMBLE DES ENTREPRISES



EVOLUTION DEPUIS 2009 :



2



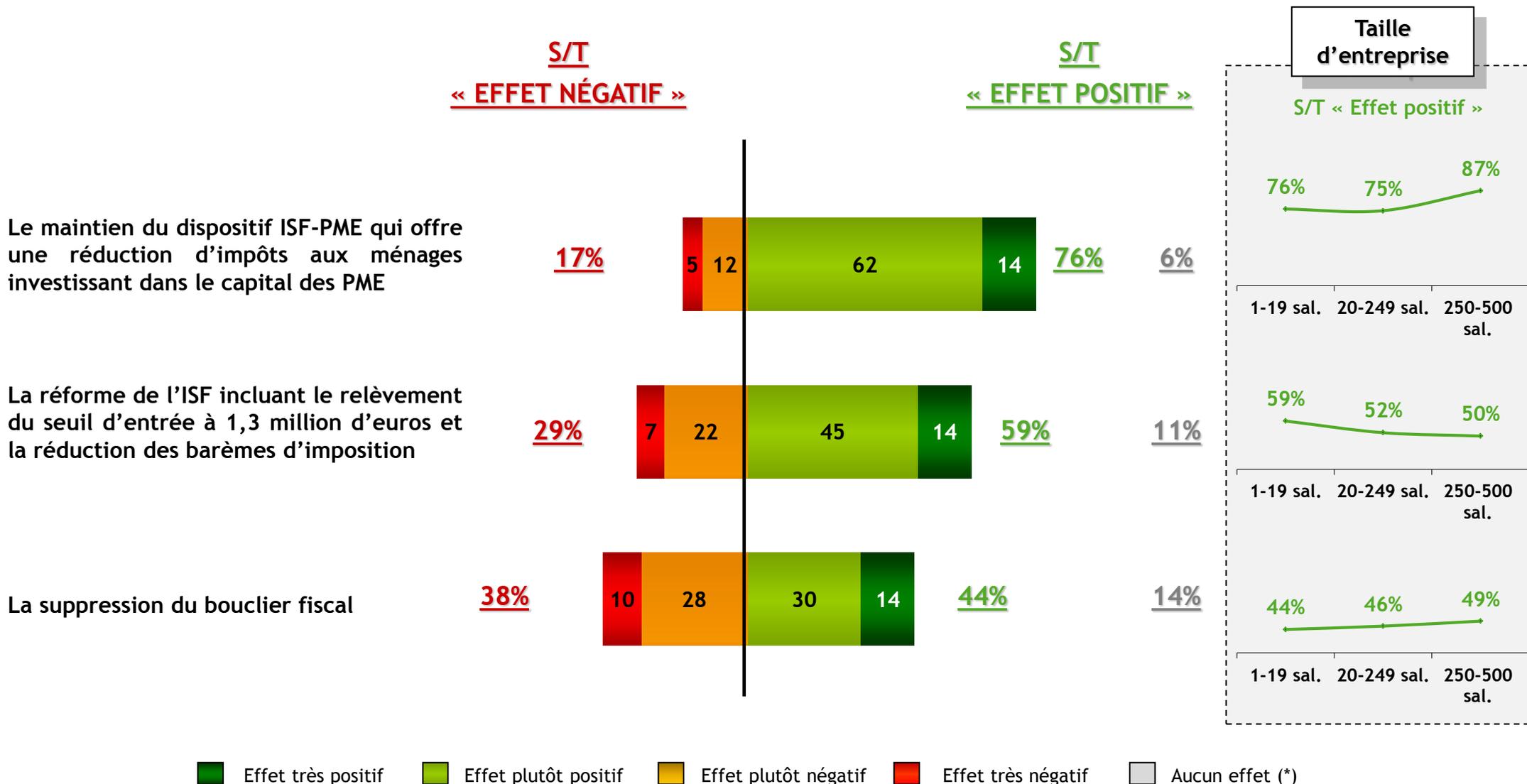
**Comment lever les freins au
développement des PME ?**

C

|

**Les freins en matière de fiscalité
des entreprises**

Question : Le gouvernement a annoncé une réforme de la fiscalité du patrimoine. D'après vous, chacune des mesures suivantes aura-t-elle, à termes, un effet positif ou négatif sur la situation financière des petites et moyennes entreprises ?



(*) Réponse non suggérée

Question : D'autres propositions ont été émises récemment en matière de fiscalité sur les entreprises. D'après vous, les mesures suivantes auraient-elles, à termes, un effet positif ou négatif sur la situation financière des petites et moyennes entreprises ?

Proposition émise par :



Instaurer un taux réduit de l'impôt sur les sociétés sur la partie des résultats remontés en fonds propres



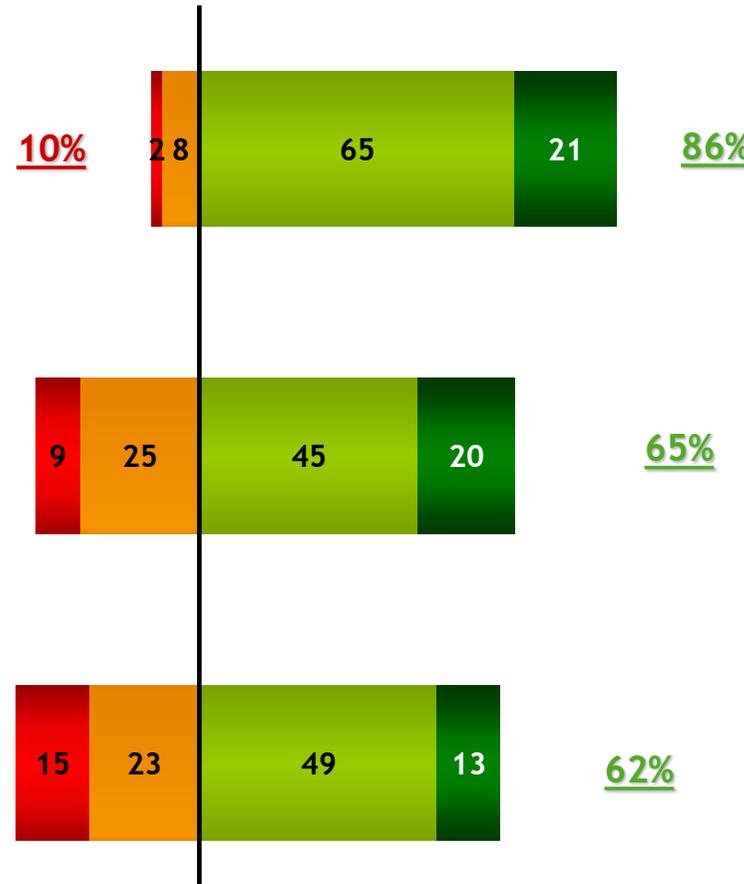
Généraliser à toutes les entreprises le principe d'une fiscalité progressive (l'impôt augmente quand les bénéfices augmentent)



Relever l'impôt sur les sociétés à 40% quand les bénéfices sont distribués aux actionnaires et le réduire à 20% lorsque les profits sont réinvestis en équipement, R&D, formation ou salaires

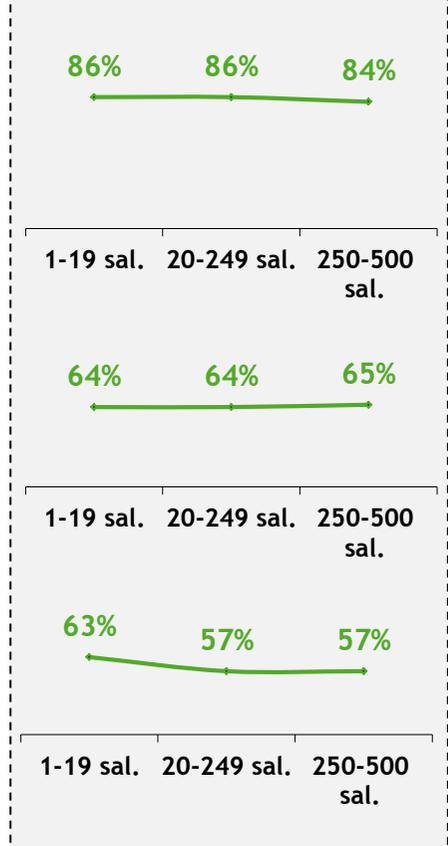
S/T
« EFFET NÉGATIF »

S/T
« EFFET POSITIF »



Taille d'entreprise

S/T « Effet positif »



■ Effet très positif ■ Effet plutôt positif ■ Effet plutôt négatif ■ Effet très négatif

D | Les freins en matière de financement des entreprises

Question : Pensez-vous que chacune des mesures suivantes est efficace pour faciliter les conditions d'accès au crédit des PME ?

Proposition émise par :

S/T
« PAS EFFICACE »

S/T
« EFFICACE »



Adapter le financement bancaire aux besoins des PME en instaurant des critères spécifiques aux risques PME et ETI pour les prêts bancaires

28%



Faciliter l'accès au crédit des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée en couvrant une partie de leur emprunt par des garanties publiques

32%



Réduire les délais d'obtention des crédits bancaires en permettant aux entreprises de moins de 20 salariés de remplir par Internet leur dossier de financement pour des crédits inférieurs à 25 000 €

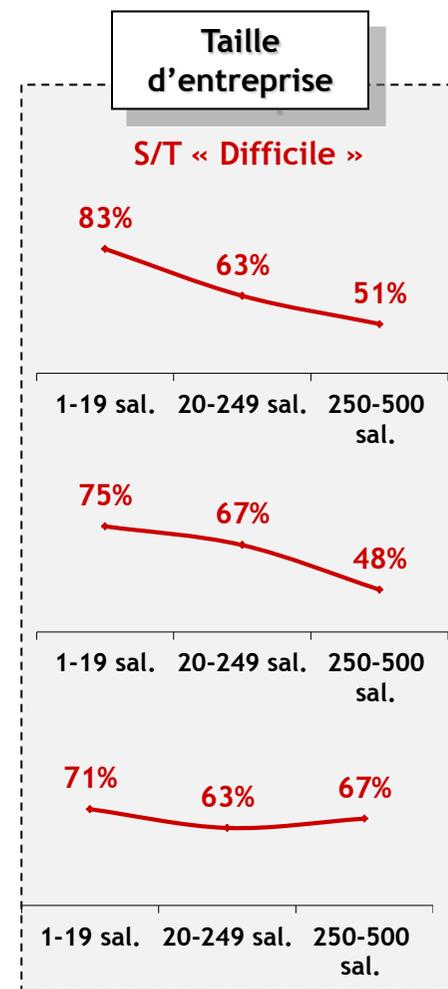
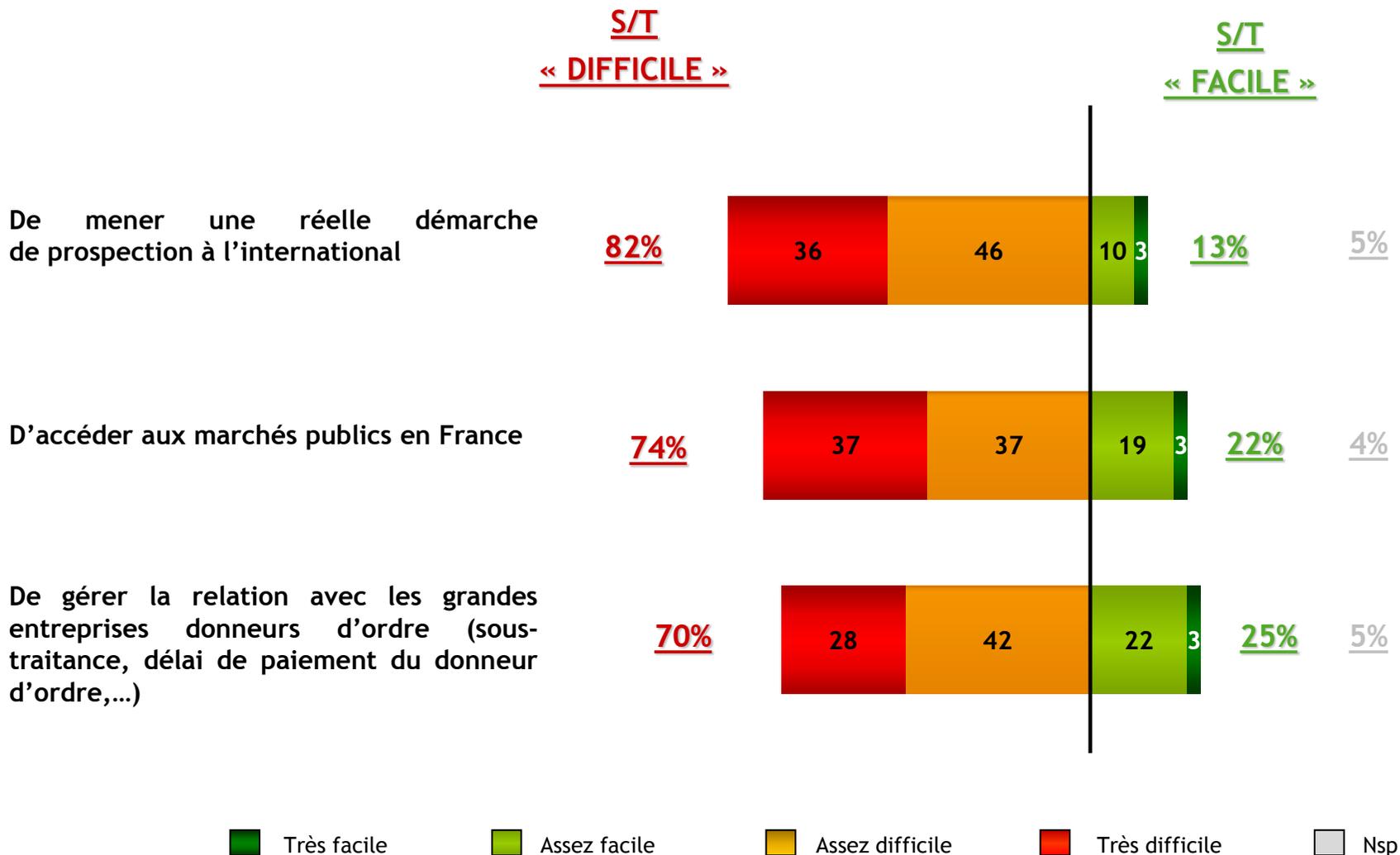
38%



■ Très efficace
 ■ Assez efficace
 ■ Pas vraiment efficace
 ■ Pas du tout efficace

E | Les freins en matière d'accès à de nouveaux marchés

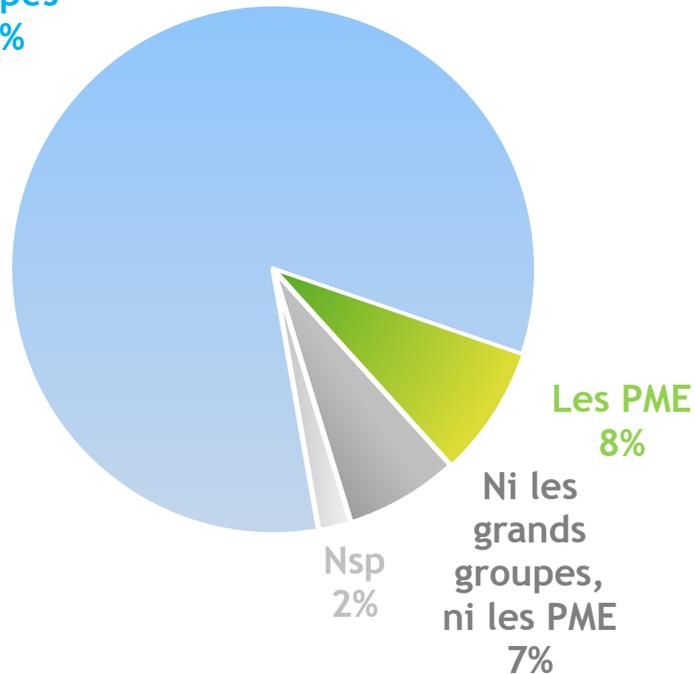
Question : Aujourd'hui, diriez-vous qu'il est très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile pour votre entreprise... ?



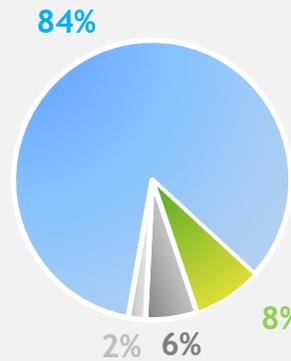
Question : Dans le cadre des appels d'offre publics, avez-vous le sentiment qu'aujourd'hui en France, les pouvoirs publics ont tendance à privilégier plutôt... ?

**ENSEMBLE
DES ENTREPRISES**

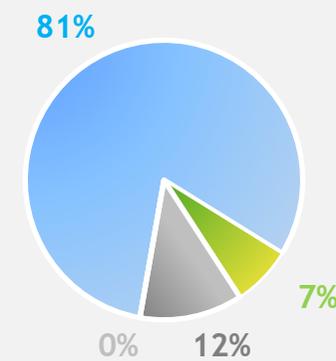
Les grands
groupes
83%



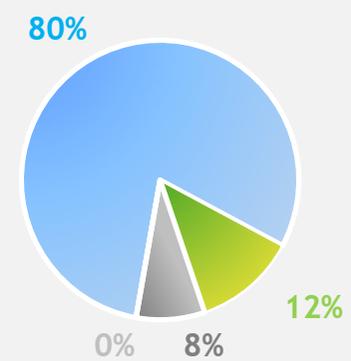
**1-19
salariés**



**20-249
salariés**



**250-500
salariés**



Question : Je vais vous citer différents dispositifs mis en place pour soutenir les PME et les ETI dans leurs initiatives d'exportation. Pour chacun d'eux, vous me direz s'il est en mesure de vous inciter à déployer votre activité à l'international ?

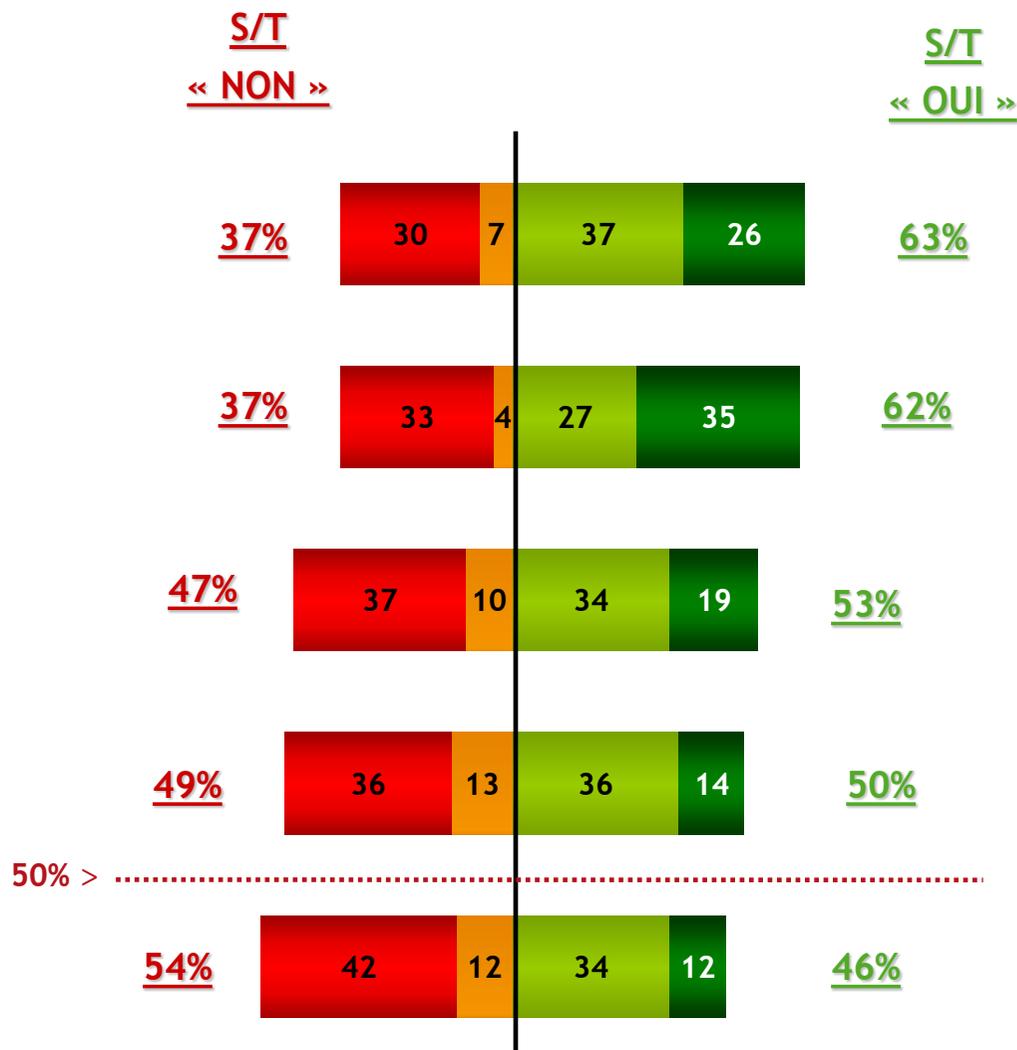
La création dans chaque région d'un guichet unique pour centraliser et faciliter les démarches d'exportation

Les dispositifs d'aides publiques qui couvrent les entreprises contre le risque de défaillance des clients étrangers

Les groupements de PME engagées dans une démarche d'export qui s'unissent afin de partager les risques et les coûts

Lier l'assurance-crédit à l'export des grands groupes à l'accompagnement de PME dans le cadre du marché concerné

Le système de portage des PME qui leur permet de pénétrer des marchés étrangers grâce à l'aide d'un grand groupe



■ Oui, tout à fait
 ■ Oui, plutôt
 ■ Non, plutôt pas
 ■ Non, pas du tout



F | Les freins d'ordre culturel ou politique au développement des PME

Question : Voici différentes affirmations à propos des patrons de petites et moyennes entreprises françaises. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes d'accord avec elle ?

Jugement à l'égard des patrons :

Les patrons de PME françaises souhaitent garder le contrôle sur le capital de leur entreprise

Les patrons de PME françaises préfèrent conserver une entreprise à taille humaine

Les patrons de PME françaises ont une culture de la prise de risque moins forte que dans les pays anglo-saxons

Jugement à l'égard des pouvoirs publics :

Les pouvoirs publics ne mettent pas en place une politique favorisant le développement de la culture d'entreprise en France

Les pouvoirs publics ne créent pas un environnement législatif et réglementaire stable pour favoriser un développement harmonieux des PME

